

SOCIALISME OU BARBARIE

**SOCIALISME ou BARBARIE**

Paraît tous les deux mois



Comité de Rédaction :

P. CHAULIEU — M. FOUCAULT

Ph. GUILLAUME — C. MONTAL — J. SEUREL (Fabri)

Gérant : G. ROUSSEAU



Ecrire à :

« SOCIALISME OU BARBARIE »

18, rue d'Enghien - PARIS (10<sup>e</sup>)

Règlements par mandat :

G. ROUSSEAU - C.C.P. 722.603



ABONNEMENT UN AN (six numéros)..... 500 francs

LE NUMERO ..... 100 francs

**LES RAPPORTS DE PRODUCTION  
EN RUSSIE \***

La question de la nature de classe des rapports économiques et par tant sociaux en Russie a une importance politique qu'on ne saurait exagérer. La grande mystification qui règne autour du caractère soi-disant « socialiste » de l'économie russe est un des obstacles principaux à l'émancipation idéologique du prolétariat, émancipation qui est la condition fondamentale de la lutte pour son émancipation sociale. Les militants qui commencent à prendre conscience du caractère contre-révolutionnaire de la politique des partis communistes dans les pays bourgeois sont freinés dans leur évolution politique par leurs illusions sur la Russie; la politique des partis communistes leur paraît orientée vers la défense de la Russie — ce qui est incontestablement vrai — donc comme devant être jugée et en définitive acceptée en fonction des nécessités de cette défense. Pour les plus conscients parmi eux, le procès du stalinisme se ramène constamment à celui de la Russie; et dans leur appréciation de celle-ci, même s'ils acceptent une foule de critiques particulières, ils restent dans leur grande majorité, obnubilés par l'idée que l'économie

\* Extrait d'un ouvrage sur l'Economie du Capitalisme Bureaucratique.

russe est quelque chose d'essentiellement différent d'une économie d'exploitation, que même si elle ne représente pas le socialisme, elle est progressive par rapport au capitalisme.

Il est en même temps utile de constater que tout, dans la société actuelle, semble conspirer pour maintenir le prolétariat dans cette grande illusion. Il est instructif de voir les représentants du stalinisme et ceux du capitalisme « occidental », en désaccord sur toutes les questions, capables même d'être en désaccord sur le deux et deux font quatre, se rencontrer avec une unanimité étonnante pour dire que la Russie a réalisé le « socialisme ». Evidemment, dans le mécanisme de mystification des uns et des autres, cet axiome joue un rôle différent : pour les staliniens, l'identification de la Russie et du socialisme sert à prouver l'excellence du régime russe, tandis que pour les capitalistes elle démontre le caractère exécrationnel du socialisme. Pour les staliniens, l'étiquette « socialiste » sert à camoufler et à justifier l'exploitation abominable du prolétariat russe par la bureaucratie, exploitation que les idéologues bourgeois, mûs par une philanthropie soudaine, mettent en avant pour discréditer l'idée du socialisme et de la révolution. Mais sans cette identification, la tâche des uns et des autres serait beaucoup plus difficile. Cependant dans cette tâche de mystification, staliniens aussi bien que bourgeois ont été objectivement aidés par les courants et les idéologues marxistes ou soi-disant tels, qui ont défendu et contribué à diffuser la mythologie des « basses socialistes de l'économie russe » (1). Ceci s'est fait pendant vingt ans à l'aide d'arguments d'apparence scientifique qui se ramènent essentiellement à deux idées :

a) Ce qui n'est pas « socialiste » dans l'économie russe, serait — en tout ou en partie — la répartition des revenus. En revanche, la production, qui est le fondement de l'économie et de la société, est socialiste. Que la répartition ne soit pas socialiste, est après tout normal, puisque dans la « phase inférieure du communisme » le droit bourgeois continue à prévaloir.

b) Le caractère socialiste — ou de toute façon, « transi-

(1) Dans cet ordre d'idées, c'est L. Trotsky qui a le plus contribué — sans commune mesure avec personne d'autre, à cause de l'immense autorité dont il jouissait auprès des milieux révolutionnaires anti-staliniens — à maintenir cette confusion auprès de l'avant-garde ouvrière. Son analyse erronée de la société russe continue à exercer une influence qui est devenue nettement néfaste, dans la mesure où elle est toujours maintenue avec infiniment moins de sérieux et d'apparence scientifique par ses épigones. Notons encore l'influence que certains franc-tireurs du stalinisme, comme M. Bettelheim, — habituellement considéré comme « marxiste », pour la plus grande hilarité des générations futures — exercent par le fait qu'ils habillent leur apologie de la bureaucratie d'un jargon « socialiste ».

toire », comme dirait Trotsky — de la production (et partant le caractère socialiste de l'économie et le caractère prolétarien de l'Etat dans son ensemble) s'exprimerait dans la propriété étatique des moyens de production, la planification et le monopole du commerce extérieur.

On ne peut que s'étonner en constatant que tout le bavardage des défenseurs du régime russe se ramène en définitive à des idées aussi superficielles et aussi étrangères au marxisme, au socialisme et à l'analyse scientifique tout court. Séparer radicalement le domaine de la production de la richesse et celui de sa répartition, vouloir critiquer et modifier celle-ci en maintenant intacte celle-là, voilà une imbécillité digne de Proudhon et du sieur Eugène Dühring (2). De même identifier tacitement propriété et production, confondre volontairement la propriété étatique en tant que telle, avec le caractère « socialiste » des rapports de production, n'est qu'une forme élaborée de crétinisme sociologique (3). Ce phénomène hautement étrange ne s'explique que par la pression sociale énorme exercée par la bureaucratie stalinienne pendant toute cette période et jusqu'à aujourd'hui. La force de ces arguments ne consiste pas dans leur valeur scientifique, qui est nulle, mais dans le fait que derrière eux se trouve le puissant courant social de la bureaucratie stalinienne mondiale. A vrai dire, ces idées méritent à peine une réfutation à part. C'est l'analyse d'ensemble de l'économie bureaucratique qui doit montrer leur caractère profondément faux et leur signification mystificatrice. Si, néanmoins, nous les examinons en elles-mêmes, en guise d'introduction, c'est d'une part, parce qu'elles ont actuellement pris la force de préjugés qu'il faut déraciner avant de pouvoir utilement aborder le véritable problème, d'autre part, parce que nous avons voulu

(2) En définitive pour les réformistes du régime bureaucratique, il s'agit tout bonnement d'en conserver le « bon côté » (des rapports de production « à base socialiste ») et d'en éliminer « le mauvais » (la répartition inégalitaire « parasitaire » bureaucratique). (Cf. K. Marx, *Misère de la Philosophie*, Paris, 1925, p. 127 et suivantes.) Voilà comment Engels jugeait des tentatives de répartition, mauvais côté, à la poste ! Appliqués aux circonstances actuelles, cela veut dire : le mode capitaliste de production est fort bon et peut subsister, mais le mode capitaliste de répartition ne vaut rien et doit être aboli. C'est à ces absurdités qu'on est conduit quand on écrit sur l'économie sans avoir seulement compris le rapport nécessaire entre production et répartition. » (F. Engels, M. E. Dühring *bouleversé la Science*, Paris, 1946, t. II, p. 74.)

(3) « A la demande, quels étaient ces rapports, on ne pouvait répondre que par une analyse critique de l'économie politique, embrassant l'ensemble de ces rapports de propriété, non pas dans leur expression juridique de rapports de volonté, mais dans leur forme réelle de rapports de production matérielle... Proudhon subordonne l'ensemble de ces rapports économiques à la notion juridique de la propriété... » (K. Marx, *Misère de la Philosophie*, p. 224; souligné par nous.)

en profiter pour approfondir certaines notions importantes, comme celles de la répartition, de la propriété et de la signification exacte des rapports de production.

## I. — PRODUCTION - REPARTITION ET PROPRIETE

### A. — PRODUCTION ET REPARTITION.

Aussi bien sous leur forme vulgaire (« il y a en Russie des abus et des privilèges, mais dans l'ensemble c'est le socialisme ») que sous leur forme « scientifique » (4) les arguments tendant à séparer et à opposer les rapports de production et les rapports de répartition ne font que revenir en deçà même de l'économie bourgeoise classique.

Le processus économique forme une unité, dont on ne peut séparer artificiellement les phases, ni dans la réalité, ni dans la théorie. Production, répartition, échange et consommation sont des parties intégrantes et inséparables d'un processus unique, des moments qui s'impliquent mutuellement, de la production et de la reproduction du capital. Ainsi, si la production, au sens strict du terme, est le centre du processus économique, il ne faut pas oublier que, dans la production capitaliste, l'échange est partie intégrante du rapport productif — d'une part, parce que ce rapport est tout d'abord achat et vente de la force de travail, et parce qu'il implique l'achat par le capitaliste des moyens de production nécessaires, d'autre part, parce que les lois de la production capitaliste s'affirment comme lois coercitives à travers le marché, la concurrence, la circulation — en un mot l'échange (5). Ainsi la consommation elle-même est soit partie intégrante de la production (consommation productive), soit dans le cas de la consommation dite improductive, condition préalable de toute production, l'inverse étant également vrai (6).

(4) TROTSKY, *La Révolution traquée*, p. 276.

(5) « En premier lieu il est clair que l'échange d'activités et de capacités qui s'effectue dans la production même lui appartient directement et la constitue essentiellement. Cela est vrai, en second lieu, de l'échange des produits dans la mesure où il est l'instrument qui sert à fournir le produit achevé, destiné à la consommation immédiate. Dans ces limites, l'échange lui-même est un acte compris dans la production. En troisième lieu, l'échange entre producteurs échangistes est, d'après son organisation, aussi bien déterminé entièrement par la production qu'il est lui-même une activité productive... L'échange apparaît ainsi dans tous ses moments, comme directement dans la production ou déterminé par elle. » (K. MARX, *Introduction à une critique de l'Economie politique*, publié avec la *Contribution à la critique de l'Economie politique*, Paris, 1928, p. 231.)

(6) K. MARX, *Introduction à une critique de l'Economie politique*, pp. 316-323.

Ainsi, enfin, la répartition n'est que le revers du processus productif, un de ses côtés subjectifs et de toute façon résultante directe de celui-ci.

Ici une explication plus longue est indispensable. « Répartition », ou « distribution », a deux significations. Dans le sens courant, la répartition est la répartition du produit social. C'est de celle-ci que Marx dit que ses formes sont des moments de la production elle-même. « Si le travail n'était pas déterminé comme travail salarié, le mode suivant lequel il participe à la distribution n'apparaîtrait pas comme salaire, ainsi que c'est le cas pour l'esclavage... C'est pourquoi les rapports et modes de distribution apparaissent seulement comme le revers des agents de production. Un individu qui participe à la production sous la forme du travail salarié, participe, sous la forme de salaire, aux produits, aux résultats de la production. La distribution est elle-même un produit de la production, non seulement en ce qui concerne l'objet, puisque seuls les résultats de la production peuvent être distribués, mais en ce qui concerne la forme particulière de la distribution, la forme suivant laquelle on participe à la distribution... Les économistes, comme Ricardo, auxquels tous les premiers ont reproché de n'avoir en vue que la production, concevaient instinctivement les formes de distribution comme l'expression la plus catégorique où s'affirment les agents de production dans une société donnée. » (7)

La répartition a encore un autre sens; c'est la distribution des conditions de la production: « Conçue de la manière la plus superficielle, la distribution apparaît comme la distribution des produits et ainsi comme plus éloignée de la production et quasi indépendante vis-à-vis d'elle. Mais avant d'être la distribution des produits, la distribution est: 1° la distribution des instruments de production; 2° — ce qui est une nouvelle détermination du même rapport — la distribution des membres de la société entre les différents genres de production (subsumption des individus sous des rapports de production déterminés). La distribution des produits est manifestement un résultat de cette distribution qui est incluse dans le procès de production lui-même et détermine l'organisation de la production. Considérer la production en laissant de côté cette distribution qu'elle renferme est évidemment de l'abstraction vide, tandis que, au contraire, la distribution de produits découle de soi de cette distribution qui, à l'origine, constituait un moment de la produc-

(7) K. MARX, *Introduction à une critique de l'Economie politique*, pp. 324-325. (Cf. aussi, *Le Capital*, t. XIV, pp. 209, 210, 215-217.)

tion. C'est précisément parce que Ricardo s'attachait à concevoir la production moderne dans son organisation sociale déterminée et parce qu'il est l'économiste de la production par excellence, qu'il déclare la distribution et non la production, le thème propre de l'économie moderne. Ici, apparaît à nouveau l'absurdité des économistes qui traitent la production comme une vérité éternelle alors qu'ils enferment l'histoire dans le domaine de la distribution. La question de savoir quel est le rapport de cette distribution à la production qu'elle détermine est manifestement du domaine de la production même. Dirait-on qu'alors du moins — puisque la production dépend d'une certaine distribution des instruments de production — la distribution dans cette signification précède la production, est présupposée par elle, il y aurait à répondre que la production en fait a ses conditions et ses présuppositions qui en constituent les moments. Celles-ci peuvent paraître, dans les commencements, avoir une origine spontanée. Par le procès de production même elles deviennent, de facteurs spontanés, des facteurs historiques et si, pour une période, elles apparaissent comme présupposition naturelle de la production, elles ont été pour une autre un résultat historique. A l'intérieur de la production même, elles sont constamment transformées. L'application du machinisme, par exemple, modifie la distribution aussi bien des instruments de production que des produits, et la grande propriété foncière moderne elle-même, est le résultat aussi bien du commerce moderne et de l'industrie moderne que de l'application de la dernière à l'agriculture. » (8)

Cependant, ces deux significations de la répartition sont intimement liées l'une à l'autre et évidemment aussi au mode de production. La répartition capitaliste du produit social, découlant du mode de production, ne fait qu'affermir, amplifier et développer le mode capitaliste de répartition des conditions de la production. C'est la répartition du produit net en salaire et plus-value qui forme la base de l'accumulation capitaliste, qui reproduit constamment à une échelle supérieure et plus ample la distribution capitaliste des conditions de la production et ce mode de production lui-même. On ne saurait, à la fois, résumer et généraliser cette liaison mieux que Marx : « Le résultat auquel nous arrivons n'est pas que la production, la distribution, l'échange, la consommation sont identiques, mais qu'ils sont tous des membres d'une totalité, des différences dans une unité.

(8) K. MARX, Introduction à une critique de l'Economie politique, pp. 326-328.

La production se dépasse aussi bien elle-même, dans la détermination antithétique de la production, qu'elle dépasse les autres moments. C'est par elle que le procès recommence toujours de nouveau. Que l'échange et la consommation ne puisse être l'élément prédominant cela s'entend de soi. Il en va de même de la distribution comme distribution des produits. Mais comme distribution des agents de la production, elle est elle-même un moment de la production. Une forme déterminée de la production détermine donc des formes déterminées de la consommation, de la distribution, de l'échange, ainsi que des rapports réciproques déterminés de ces différents facteurs. Sans doute la production dans sa forme unilatérale est, elle aussi, déterminée par d'autres moments; par exemple, quand le marché, c'est-à-dire la sphère des échanges, s'étend, la production gagne en extension et se divise plus profondément. Avec un changement dans la distribution, la production change, par exemple avec la concentration du capital, une distribution différente de la population entre la ville et la campagne, etc... Enfin, le besoin de la consommation détermine la production. Une action réciproque a lieu entre les différents moments. C'est le cas pour chaque tout organique. » (9)

Lorsque, par conséquent, Trotsky — pour ne rien dire de ses épigones — parle du caractère « bourgeois » de la répartition du produit social, en Russie, en l'opposant au caractère « socialiste » des rapports productifs ou de la propriété étatique (!), il n'y a là qu'une douce plaisanterie : le mode de répartition du produit social est inséparable du mode de production. Comme le dit Marx, il n'en est que le revers : « L'organisation de la distribution est entièrement déterminée par l'organisation de la production. » S'il est vrai « qu'un individu, qui participe à la production sous la forme du travail salarié, participe sous la forme du salaire aux produits, aux résultats de la production », il ne peut qu'être vrai aussi inversement qu'un individu qui participe sous la forme de salaire aux produits, participe à la production sous la forme du travail salarié. Et le travail salarié implique le capital (10). Imaginer qu'un mode de répartition bourgeois peut se greffer sur des rapports de production socialistes n'est pas moins absurde que d'imaginer un mode de répartition féodal se greffant sur des rapports de production bourgeois (non pas à côté, mais sur ces rapports et résulter de

(9) K. MARX, Introduction à une critique de l'Economie politique, pp. 331-332.

(10) K. MARX, Le Capital, t. V, p. 55; t. VII, p. 223; t. XIV, p. 120 et suivantes. F. ENGELS, M. E. Dühring bouleverse la Science, t. II, p. 70.

ces rapports). Comme cet exemple le montre, il ne s'agit même pas ici d'une « erreur » ; il s'agit d'une notion absurde, aussi dénuée de sens scientifique qu'« avion hippomobile », par exemple, ou « théorème mammifère ».

Ni la répartition des conditions de la production, ni le mode de production ne peut être en contradiction avec la répartition du produit social. Si cette dernière a un caractère opposé aux premières, qui en sont les conditions, elle éclatera immédiatement — de même qu'éclaterait immédiatement et infailliblement toute tentative d'instaurer une répartition « socialiste » sur la base des rapports de production capitalistes.

Si donc, les rapports de répartition en Russie ne sont pas socialistes, les rapports de production ne peuvent pas l'être non plus. Ceci précisément parce que la répartition n'est pas autonome, mais subordonnée à la production. Les épigones de Trotsky, dans leurs efforts désespérés pour masquer l'absurdité de leur position, ont souvent déformé cette idée de la manière suivante : vouloir tirer des conclusions sur le régime russe d'après les rapports de répartition, signifie remplacer l'analyse du mode de production par l'analyse du mode de répartition. Ce lamentable sophisme vaut autant que cet autre : regarder sa montre pour voir s'il est midi, signifie croire que ce sont les aiguilles de la montre qui font monter le soleil au zénith. Il est facile de comprendre que, précisément, parce que les rapports de répartition sont déterminés sans ambiguïté par les rapports de production, l'on peut définir sans erreur les rapports de production d'une société si l'on connaît la répartition qui y prédomine. De même que l'on peut sans erreur suivre la marche d'un navire même si l'on n'aperçoit que les mâts, de même l'on peut déduire la structure fondamentale (supposée inconnue) d'un régime d'après le mode de répartition du produit social.

Mais ici l'on entend parler très souvent du « droit bourgeois qui doit subsister dans la phase inférieure du communisme » en ce qui concerne la répartition. Cette question sera traitée plus loin dans l'extension nécessaire. Disons cependant tout de suite que personne, avant Trotsky n'avait imaginé que l'expression « droit bourgeois », employée par Marx métaphoriquement, pouvait signifier la répartition du produit social selon les lois économiques du capitalisme. Par la « survivance du droit bourgeois », Marx et les marxistes ont toujours entendu la survivance transitoire d'une inégalité, non point le maintien et l'approfondissement de l'exploitation du travail.

A ces sophismes sur la répartition se lie une autre idée de

Trotsky (11) selon laquelle la bureaucratie russe n'a pas sa racine dans les rapports de production, mais uniquement dans la répartition. Quoique cette idée sera discutée à fond plus tard, lorsque nous traiterons de la nature de classe de la bureaucratie, il est nécessaire d'en dire quelques mots dès maintenant, à cause de son lien avec la discussion précédente. Cette idée pourrait ne pas être absurde dans la mesure où l'on attribuerait à la bureaucratie russe la même signification (ou plutôt la même insignifiance) économique qu'à la bureaucratie des Etats bourgeois de l'époque libérale, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. On avait là, alors, un corps qui jouait un rôle restreint dans la vie économique, qu'on pouvait qualifier de « parasitaire » au même titre que les prostituées et le clergé ; corps dont les revenus étaient constitués par des prélèvements sur les revenus des classes ayant des racines dans la production — bourgeoisie, propriétaires fonciers ou prolétariat ; corps qui n'avait rien à voir avec la production. Mais il est évident qu'une telle conception n'est même plus juste en ce qui concerne la bureaucratie capitaliste actuelle, l'Etat étant devenu depuis des décades un instrument vital de l'économie de classe et jouant un rôle indispensable dans la coordination de la production. La bureaucratie actuelle du ministère de l'Economie Nationale en France, si elle est parasitaire, l'est au même titre et dans le même sens que celle de la Banque de France, de la S.N.C.F. ou de la direction d'un trust : c'est-à-dire qu'elle est indispensable dans le cadre des rapports économiques du capitalisme actuel. Il est évident que la tentative d'assimiler la bureaucratie russe, qui dirige la production russe de A à Z, aux très honorables fonctionnaires de l'ère victorienne, de tout point de vue mais surtout du point de vue du rôle économique, ne peut que provoquer le rire. Trotsky réfute lui-même ce qu'il dit par ailleurs, lorsqu'il écrit que « la bureaucratie est devenue une force incontrôlée dominant les masses » (12), qu'elle est « maîtresse de la société » (13), que « le fait même qu'elle s'est approprié le pouvoir dans un pays où les moyens de production les plus importants appartiennent à l'Etat, crée entre elle et les richesses de la nation des rapports entièrement nouveaux. Les moyens de production appartiennent à l'Etat. L'Etat appartient, en quelque sorte, à la bureaucratie... » (14)

Comment d'ailleurs, un groupe pourrait-il jouer un rôle dominant dans la répartition du produit social, décider en maître absolu de la répartition du produit net en partie accumulable

(11) L. Trotsky, *In defense of Marxism*, p. 7.

(12) *La Révolution traîtresse*, p. 66.

(13) *Id.*, p. 133.

(14) *Id.*, p. 281.

et partie consommable, régler la division de celle-ci en salaire ouvrier et revenu bureaucratique, s'il ne domine pas dans toute son étendue la production elle-même ? Répartir le produit entre une fraction accumulable et une fraction consommable signifie avant tout orienter telle partie de la production vers la production de moyens de production et telle autre la production d'objets d'objets de consommation; diviser le revenu consommable en salaire ouvrier et revenu bureaucratique signifie orienter une partie de la production d'objets de consommation vers la production d'objets de large consommation et une autre partie vers la production d'objets de qualité et de luxe. L'idée que l'on puisse dominer la répartition sans dominer la production est de l'enfantillage. Et comment dominerait-on la production si on ne dominait pas les conditions de la production, tant matérielles que personnelles, si on ne disposait pas du capital et du travail, des biens de production et du fonds de consommation de la société ?

#### B. — PRODUCTION ET PROPRIÉTÉ.

Dans la littérature « marxiste », concernant la Russie, on rencontre une double confusion : sur le plan général, les formes de la propriété sont identifiées aux rapports de production; sur le plan particulier, la propriété étatique ou « nationalisée » est considérée comme conférant automatiquement un caractère « socialiste » à la production. Il est nécessaire d'analyser brièvement ces deux aspects de la question.

a) Déjà chez Marx, la distinction évidente entre les « formes de la propriété » et les rapports de production est clairement établie. Voilà comment celui-ci s'exprimait à ce sujet dans sa préface célèbre à la « Critique de l'Économie Politique » : « Dans la production sociale de leur vie, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté... L'ensemble de ces rapports constitue la *structure économique de la société, la base réelle* sur laquelle s'élève une *superstructure juridique et politique*... A un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, *ce qui n'en est que l'expression juridique*, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mûes jusqu'alors... Il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel des conditions économiques de la production... et les

*formes juridiques, politiques... bref, les formes idéologiques... »* (15)

La leçon de ce texte est claire. Les rapports de production sont des rapports sociaux concrets, des rapports d'homme à homme et de classe à classe, tels qu'ils se réalisent dans la production et la reproduction constante, quotidienne de la vie matérielle. Tel est le rapport entre maître et esclave, entre seigneur et serf. Tel est aussi le rapport entre patron et ouvrier, tel qu'il se façonne au cours de la production capitaliste, dont la forme empirique immédiate est l'échange de la force de travail de l'ouvrier contre le salaire donné par le capitaliste, basé sur la présupposition de la possession du capital (aussi bien sous la forme matérielle que sous la forme argent) par le patron et celle de la force de travail par l'ouvrier. A ce rapport de production, le droit donne dans une société « civilisée », une expression abstraite, une forme juridique. Dans notre exemple concernant la société capitaliste, cette forme juridique est d'une part, pour les présuppositions du rapport productif, la propriété des moyens de production et de l'argent accordée au capitaliste et la libre disposition de sa force de travail accordée à l'ouvrier (c'est-à-dire l'abolition de l'esclavage et du servage), d'autre part pour le rapport en question lui-même le contrat de location de travail. Propriété du capital, libre disposition de sa propre force de travail par l'ouvrier et contrat de location de travail sont la forme juridique des rapports économiques du capitalisme.

Cette expression juridique couvre non seulement les rapports de production au sens strict de ce terme mais l'ensemble de l'activité économique. Production, répartition, échange, disposition des conditions de la production, appropriation du produit et même consommation se trouvent placés sous la forme de la propriété privée et du droit contractuel bourgeois. Nous avons donc, d'une part, la réalité économique, les rapports de production, la répartition, l'échange, etc..., et d'autre part la forme juridique qui exprime abstraitement cette réalité. La production est à la propriété comme l'économie est au droit, comme la base réelle à la superstructure, comme la réalité est à l'idéologie. Les formes de la propriété appartiennent à la superstructure juridique, comme le dit Marx dans le texte cité plus haut, aux « formes idéologiques ».

b) Mais quelle est exactement la fonction de cette expression juridique ? Peut-on supposer que nous avons là un miroir fidèle

(15) K. MARX, *Contribution à la critique de l'Économie politique*, Paris, 1928, pp. 4-6. (Souligné par nous.)

des réalités économiques ? Seul un vulgaire libéral, comme dirait Lénine — et comme il l'a dit réellement dans un cas fort analogue (16) — ou un mécaniste sans espoir pourrait admettre cette identité. Il nous est impossible d'entrer ici dans l'analyse des rapports entre la base économique et la superstructure juridique, politique, idéologique en général d'une société. Mais en ce qui concerne le droit lui-même, quelques explications sont indispensables. Marx et Engels avaient pleinement conscience de la distortion que subit la réalité économique par son expression juridique. Dans son appréciation de Proudhon, Marx insistait sur le fait que la réponse à la question : « Qu'est-ce que la propriété ? » est impossible sans une analyse de l'ensemble des rapports économiques réels de la société bourgeoise (17). Voilà, d'autre part, comment Engels s'exprimait à ce sujet : « Dans un Etat moderne, il faut non seulement que le droit corresponde à la situation économique générale et soit son expression, mais encore qu'il en soit l'expression systématique qui ne s'inflige pas un démenti propre par ses contradictions internes. Et, pour y réussir, il reflète de moins en moins fidèlement les réalités économiques. » (18)

Mais la raison que donne Engels pour exprimer le désaccord de plus en plus criant entre la réalité économique et les formes juridiques, pour valable qu'elle soit, n'est ni la seule, ni la plus importante. Le fond de la question est à chercher dans ce que l'on peut appeler la double fonction du droit et de toute superstructure. Le droit comme toute forme idéologique dans une société d'exploitation, joue à la fois le rôle de forme adéquate de la réalité et de forme mystifiée de celle-ci. Forme adéquate de la réalité pour la classe dominante, dont il exprime les intérêts historiques et sociaux, il n'est qu'un instrument de mystification pour le reste de la société. Il est important de remarquer que l'épanouissement de ces deux fonctions du droit est le fruit de tout un développement historique. On peut dire que, primitivement, la fonction essentielle du droit est d'exprimer la réalité économique, ce qui se fait dans les premières sociétés civilisées avec une franchise brutale. Les Romains ne se gênent pas pour déclarer par la bouche de leurs juristes que leurs esclaves sont pour eux des « choses » et non pas des personnes. Mais plus le développement de l'économie et de la civilisation fait entrer l'ensemble de la société dans la vie sociale active, plus la fonction essentielle du droit devient non pas de refléter, mais préci-

(16) V. *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*.

(17) V. *Misère de la Philosophie*, p. 224.

(18) ENGELS, *Lettre à C. Schmidt*, du 27 oct. 1890. (Souligné par nous.)

sement de masquer la réalité économique et sociale. Rappelons-nous l'hypocrisie des constitutions bourgeoises, comparée à la sincérité de Louis XIV proclamant : « L'Etat, c'est moi. » Rappelons-nous également la forme ouverte qu'a le surtravail dans l'économie féodale, où le temps de travail que le serf consacre à lui-même et celle qu'il donne au seigneur sont matériellement distinctes, et la forme voilée du surtravail dans la production capitaliste. L'histoire contemporaine offre tous les jours des exemples non seulement de la réalité, mais de l'efficacité de ce camouflage : mais ce sont surtout le stalinisme et le nazisme qui sont passés maîtres dans l'art de la mystification des masses aussi bien par les slogans propagandistes que par les formules juridiques (19).

Le cas où l'on peut le plus facilement déceler cette double fonction du droit est le domaine du droit politique, spécialement du droit constitutionnel. On sait que toutes les constitutions bourgeoises modernes sont basées sur la « souveraineté du peuple », l'« égalité civique », etc... Marx aussi bien que Lénine ont trop souvent et trop complètement montré ce que cela signifie pour que l'on ait à y revenir ici (20).

Cependant, un point que les « marxistes » actuels oublient trop facilement c'est que l'analyse de l'économie capitaliste par Marx se base sur un développement analogue du caractère mystificateur du droit civil bourgeois. Marx n'aurait jamais pu atteindre la matière économique du capitalisme s'il n'avait pas percé les formes du code bourgeois. Ni le « capital », ni le « prolétaire » n'ont de signification ou d'existence pour le juriste bourgeois ; il n'y a pas un seul individu dans la société capitaliste dont on puisse juridiquement dire qu'il ne possède que sa force de travail, et Marx ne fait pas simplement de l'ironie lorsqu'il remarque qu'en donnant à l'ouvrier simplement sa force de travail et en s'appropriant l'ensemble du produit du travail dont la valeur excède de loin la valeur de la force de travail elle-même, le capitaliste donne à l'ouvrier ce qui lui est dû et ne le vole pas d'un centime (21). Il est certain que pour celui qui se bornerait à considérer les formes de la propriété bourgeoise, l'exploitation dans la société capitaliste resterait inconnue.

(19) Déjà Trotsky remarquait que le régime hitlérien n'avait rien changé formellement à la constitution de Weimar et que « juridiquement » Hitler pouvait être renversé à tout moment sur un vote du Reichstag. V. *La Révolution traîtresse*, p. 393.

(20) V. *L'Etat et la Révolution, La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, etc...

(21) *Le Capital*, t. II, pp. 25, 28.

e) On peut ramener toutes ces constatations à l'idée énoncée déjà plus haut, selon laquelle le droit est l'expression abstraite de la réalité sociale. Il en est l'expression — ce qui signifie que même sous les formes les plus mystificatrices, il garde un lien avec la réalité, au moins dans le sens qu'il doit rendre possible le fonctionnement social dans les intérêts de la classe dominante. Mais, en tant qu'expression abstraite il est inéluctablement une expression fautive, car sur le plan social toute abstraction qui n'est pas connue en tant qu'abstraction est une mystification (22).

Le marxisme a été, à juste titre, considéré comme le démolisseur des abstractions dans le domaine des sciences sociales. Dans ce sens sa critique des mystifications juridiques et économiques a toujours été particulièrement violente. Il n'en devient que plus étonnant que la tendance représentée par Trotsky ait défendu, de longues années durant, une forme particulièrement poussée de juridisme abstrait dans l'analyse de l'économie russe. Ce recul des modèles d'analyse économique concrète offerte par Marx vers un formalisme fasciné par la « propriété étatique » a objectivement aidé le travail mystificateur de la bureaucratie stalinienne et ne fait qu'exprimer sur le plan théorique la crise réelle dont le mouvement révolutionnaire n'est pas encore sorti.

d) Il nous faut maintenant concrétiser ces pensées dans le cas de l'étatisation totale de la production.

Marx disait déjà que de même qu'on ne juge pas un homme d'après ce qu'il pense de lui-même, de même on ne juge pas une société d'après ce qu'elle dit d'elle-même dans sa constitution et ses lois. Mais on peut pousser cette comparaison encore plus loin. De même que, une fois que l'on connaît un homme, l'idée qu'il a de lui-même est un élément essentiel de sa psychologie qu'il faut analyser et lier au reste pour avancer dans la connaissance que l'on a de lui, de même, une fois que l'on a analysé l'état réel d'une société, l'image que cette société se donne d'elle-même dans son droit, etc..., devient un élément important pour une connaissance plus poussée. Dans un langage plus précis, si nous avons dit que le droit est à la fois une forme adéquate et une forme mystifiée de la réalité économique, il nous faudra l'examiner dans le cas russe dans ces deux fonctions, et voir comment la propriété étatique universelle sert à la fois de masque des rapports de production réels et de cadre commode pour le fonctionnement de ces rapports. Cette analyse sera reprise plusieurs fois plus loin, et à vrai dire ce n'est que l'ensemble

(22) Cf. K. MARX, *Critique du programme de Gotha*, Paris, 1947, pp. 23-24.

de cet ouvrage qui donne une réponse à cette question. Mais quelques jalons essentiels doivent être posés dès maintenant.

Jusqu'à 1930, personne, dans le mouvement marxiste, n'avait jamais considéré que la propriété étatique formait en tant que telle une base pour des rapports de production socialistes ou même tendant à devenir tels. Personne n'avait jamais pensé que la « nationalisation » des moyens de production était équivalente à l'abolition de l'exploitation. Au contraire, l'accent avait été toujours mis sur le fait « qu'en devenant propriété de l'Etat, les moyens de production ne perdent pas leur caractère de capital... L'Etat est le capitaliste collectif idéal » (23). On peut compter par douzaines les textes où Lénine explique que le capitalisme des monopoles s'est déjà transformé pendant la guerre de 1914-1918 en capitalisme d'Etat (24). Si l'on peut reprocher quelque chose à ces formulations de Lénine, ce serait plutôt leur surestimation de la rapidité du processus de concentration des moyens de production entre les mains de l'Etat. Pour Trotsky, en 1936, le capitalisme d'Etat était une tendance idéale qui ne pouvait jamais se réaliser dans la société capitaliste (25). Pour Lénine, en 1916, c'était déjà la réalité capitaliste de son époque (26). Lénine se trompait certainement en ce qui concerne son époque, mais ces citations suffisent à mettre fin aux stupides racontars des épigones de Trotsky selon lesquels la possibilité d'une étatisation de la production en dehors du socialisme est une hérésie du point de vue marxiste. De toute façon, cette hérésie fut canonisée par le Premier Congrès de l'Internationale Communiste, qui proclamait dans son Manifeste : « L'étatisation de la vie économique... est un fait accompli. Revenir, non point à la libre concurrence, mais seulement à la domination des trusts, syndicats et autres pieuvres capitalistes est désormais impossible. La question est uniquement de savoir quel sera désormais celui qui prendra la production étatisée : l'Etat impérialiste ou l'Etat du prolétariat victorieux » (27).

Mais ce qui jette une lumière définitive sur la question ce sont les comparaisons qu'établissait Lénine, de 1917 à 1921, entre l'Allemagne, pays du capitalisme d'Etat selon lui, et la Russie soviétique, qui avait étatisé les principaux moyens de production. Voilà une citation caractéristique :

« Pour élucider la question encore plus, prenons l'exemple

(23) F. ENGELS, *M. E. Dühring bouleverse la Science*, t. III, pp. 42-44.

(24) Lénine, *Coll. Works*, vol. XXI-2, p. 362.

(25) *La Révolution traquée*, p. 278.

(26) Lénine, *ib.*, p. 88; V. aussi vol. XX-2, p. 207.

(27) *Thèses, Manifestes et Résolutions adoptées par les I<sup>er</sup>, II<sup>e</sup>, III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste*, Paris, 1934, p. 31.



le plus concret de capitalisme d'Etat. Tout le monde sait quel est cet exemple. C'est l'Allemagne. Nous avons ici « le dernier mot » de la technique moderne à grande échelle et d'organisation planifiée capitaliste subordonnées à l'impérialisme *junker bourgeois*. Enlevez les mots soulignés et à la place de l'Etat militaire, de l'Etat *junker bourgeois* impérialiste mettez un Etat d'un type social différent : un Etat *soviétique*, c'est-à-dire prolétarien, et vous aurez la *somme totale* des conditions nécessaires pour le socialisme...

« En même temps le socialisme est inconcevable si le prolétariat ne dirige pas l'Etat. Ceci aussi est de l'A B C. Et l'histoire a eu un tel développement original qu'elle a produit en 1918 les deux moitiés du socialisme existant côte à côte comme deux poussins futurs dans l'unique coquille de l'impérialisme international. En 1918 l'Allemagne et la Russie étaient l'incarnation de la réalisation matérielle la plus frappante des conditions économiques, productives, sociales, économiques, pour le socialisme, d'une part, et des conditions politiques d'autre part. » (Lénine, Selected Works, vol. VII, p. 365.) Cette même comparaison le lecteur français peut la trouver dans *La Catastrophe imminente et les moyens de la conjurer* (édition de « La Vérité », 1946, p. 2 et suiv.).

Il devient évident à la lecture de ces textes, sur lesquels la tendance trotskyste garde un curieux silence, que pour Lénine :

1° Non seulement la « forme de la propriété étatique », mais l'étatisation au sens le plus profond de ce terme, c'est-à-dire l'unification complète de l'économie et sa gestion par un cadre unique (« planification ») ne résolvaient nullement la question du contenu de classe de cette économie, ni par conséquent de l'abolition de l'exploitation. Pour Lénine non seulement l'étatisation en tant que telle n'est pas forcément « socialiste » mais *l'étatisation non-socialiste représente la forme la plus lourde et la plus achevée de l'exploitation dans l'intérêt de la classe dominante.*

2° Ce qui confère un contenu socialiste à la propriété étatique (ou nationalisée), d'après Lénine, c'est le caractère du pouvoir politique. L'étatisation plus le pouvoir des Soviets, pour Lénine, donnait la base du socialisme. L'étatisation sans ce pouvoir était la forme la plus achevée de la domination capitaliste.

Une explication sur ce dernier point est nécessaire. La conception de Lénine faisant dépendre le caractère de la propriété étatisée du caractère du pouvoir politique est vraie mais doit aujourd'hui, après l'expérience de la révolution russe, être considérée comme partielle et insuffisante. Le caractère du pouvoir politique

est un indice infallible du véritable contenu de la propriété « nationalisée », mais il n'en est pas le vrai fondement. Ce qui confère un caractère socialiste ou non à la propriété « nationalisée » est la structure des *rapports de production*. C'est de celui-ci que découle, après la révolution, le caractère du pouvoir politique lui-même, qui n'est pas le seul, ni même le dernier facteur déterminant. Ce n'est que si la révolution amène une transformation radicale des rapports de production dans l'usine (c'est-à-dire si elle peut réaliser la *gestion ouvrière*) qu'elle pourra à la fois conférer un contenu socialiste à la propriété nationalisée et créer une base économique *objective* et *subjective* pour un pouvoir prolétarien. Le pouvoir soviétique en tant que pouvoir de la classe ouvrière, ne se nourrit pas de lui-même; de lui-même il tend plutôt à dégénérer, comme tout pouvoir étatique. Il ne peut se nourrir et se consolider dans un sens socialiste qu'à partir de la modification fondamentale des rapports de production, c'est-à-dire de l'accession de la masse des producteurs à la direction de l'économie. C'est précisément ce qui n'a pas eu lieu en Russie (28). Le pouvoir des Soviets fut progressivement atrophié, parce que sa racine, la gestion ouvrière de la production n'existait pas. L'Etat soviétique a ainsi rapidement perdu son caractère prolétarien. L'économie et l'Etat tombant ainsi sous la domination absolue de la bureaucratie, la propriété étatique devenait simplement la forme la plus commode du pouvoir universel de celle-ci.

Cela dit, retenons simplement le fait que jusqu'à 1930, les marxistes étaient unanimes à considérer que la nationalisation de la production ne signifiait rien par elle-même, et qu'elle recevait son véritable contenu du caractère du pouvoir politique. A cette époque, seuls les staliniens avaient une position différente. C'était Trotsky qui se chargeait de leur répondre, en écrivant : « ...Le caractère socialiste de l'industrie est déterminé et assuré dans une mesure décisive par le rôle du parti, la cohésion interne volontaire de l'avant-garde prolétarienne, et la discipline consciente des administrateurs, fonctionnaires syndicaux, membres des cellules d'usine, etc. Si nous admettons que ce tissu est en train de s'affaiblir, de se désintégrer et de se déchirer, alors il devient absolument évident que dans une brève période il ne restera plus rien du caractère socialiste de l'industrie étatique, des transports, etc... » (29)

Ceci fut écrit en juillet 1928. Quelques mois plus tard, Trotsky

(28) V. l'article « Socialisme ou Barbarie », dans le n° 1 de cette Revue, pp. 34-37.

(29) L. TROTSKY, *The Third International after Lenin*, p. 300.

écrivait encore : « Le noyau prolétarien du parti, aidé par la classe ouvrière, est-il capable de triompher de l'autocratie de l'appareil du parti qui est en train de fusionner avec l'appareil de l'Etat ? Celui qui répond d'avance qu'il en est incapable, parle non seulement de nécessité d'un nouveau parti sur des nouveaux fondements, mais aussi de la nécessité d'une deuxième et nouvelle révolution prolétarienne. » (30) Comme on sait, à cette époque Trotsky excluait non seulement l'idée d'une révolution en Russie — croyant qu'une simple « réforme » du régime suffirait pour écarter la bureaucratie du pouvoir — mais était résolument contre l'idée d'un nouveau parti, et se fixait comme objectif le redressement du P.C. russe (31).

Enfin, encore en 1931, Trotsky donnait les traits politiques du pouvoir comme déterminant le caractère ouvrier de l'Etat russe ; « La reconnaissance de l'Etat soviétique actuel comme un Etat ouvrier ne signifie pas seulement que la bourgeoisie ne peut pas prendre le pouvoir autrement que par la voie d'une insurrection armée, mais aussi que le prolétariat de l'U.R.S.S. n'a pas perdu la possibilité de se soumettre la bureaucratie, de régénérer le parti et de modifier le régime de la dictature — sans une nouvelle révolution, par les méthodes et la voie de la réforme. » (32)

Nous avons multiplié ces citations au risque d'ennuyer le lecteur, parce qu'elles révèlent une chose soigneusement cachée par les épigones de Trotsky : pour celui-ci, jusqu'à 1931, le caractère de l'économie russe devait être défini d'après le caractère de l'Etat ; la question russe se ramenait à la question du caractère du pouvoir politique (33). Pour Trotsky, à cette époque, c'était le caractère prolétarien du pouvoir politique qui donnait un caractère socialiste à l'industrie étatisée ; ce caractère prolétarien du pouvoir politique, malgré la dégénérescence bureaucratique, était pour lui garanti par le fait que le prolétariat pouvait encore ressaisir le pouvoir et expulser la bureaucratie par une simple réforme, sans révolution violente. Ce critère, nous l'avons dit, est insuffisant — ou plutôt dérivé et secondaire. Cependant, il faut retenir le fait que Trotsky ne lie nullement à

(30) L. Trotsky, *Lettre à Borodai*, publiée dans *New International*, 1943, p. 124.

(31) V. la lettre citée de Trotsky et tous ses textes de cette époque.

(32) *The problems of the development of the U.S.S.R.*, p. 36.

(33) Ce fut Max Schachtman qui montra le premier que Trotsky n'avancé sa théorie sur le caractère « socialiste » de la propriété nationalisée qu'après 1932 (V. *New International*, l. c.). Il faut remarquer que Schachtman qualifie à tort la conception que jusqu'alors Trotsky avait défendue de « première théorie de Trotsky » : cette conception n'était que la conception universelle dans le mouvement marxiste, comme nous l'avons montré, et nullement une théorie de Trotsky. Mais ceci Schachtman ne peut pas le dire, car il lui faudrait dans ce cas s'expliquer sur les questions du capitalisme d'Etat.

cette époque la question du caractère du régime à la « propriété étatique » (34).

Ce ne fut que trois années plus tard (35) que Trotsky opéra une brusque volte-face, proclamant à la fois : 1° que toute réforme en Russie est désormais impossible, que seule une nouvelle révolution pourra chasser la bureaucratie et instaurer le pouvoir des masses et qu'il faut construire un nouveau parti révolutionnaire, mais aussi 2° que le régime russe continue à garder son caractère prolétarien, garanti par la propriété nationalisée des moyens de production. Ce fut cette position, qui, consignée à travers d'innombrables contradictions dans la *Revolution Trahie*, fut désormais le dogme intangible de la tendance trotskiste.

L'absurdité sans espoir de cette position éclate lorsqu'on réfléchit un moment sur le terme même de « nationalisation ». « Nationalisation » et « propriété nationalisée » sont des expressions antimarxistes et antiscientifiques. Nationaliser signifie donner à la nation. Mais qu'est-ce que la « nation » ? La « nation » est une abstraction ; en réalité la nation est déchirée par les antagonismes de classes. Donner à la nation, signifie, en réalité, donner à la classe dominante de cette nation. Expliquer par conséquent que la propriété en Russie a un caractère « socialiste » ou prolétarien, parce qu'elle est nationalisée, est tout simplement un cercle vicieux, une pétition de principe : la propriété nationalisée ne peut avoir un contenu socialiste que si la classe dominante est le prolétariat. Les trotskistes répondent à cela qu'il est *a priori* certain que le prolétariat est classe dominante en Russie, puisque la propriété est nationalisée. C'est lamentable, mais c'est ainsi. Ils répondent aussi que le prolétariat est fatalement classe dominante en Russie, puisque les capitalistes privés ne le sont pas, et puisque ils ne peuvent pas y avoir d'autre classe, sauf le prolétariat et les capitalistes, dans l'époque actuelle. Marx, semble-t-il, a dit quelque chose dans ce goût. Il est mort en 1883 et repose au cimetière de Highgate, à Londres.

Nous avons vu que la forme de propriété étatique ne détermine pas les rapports de production, mais est déterminée par ceux-ci, et qu'elle peut très bien exprimer des rapports d'exploitation. Il nous resterait maintenant à voir pourquoi cette forme apparaît dans tel moment précis de l'histoire et dans telles

(34) Rappelons que la plus grande part de l'industrie russe était nationalisée depuis 1918, de même que le sol, le sous-sol, les transports, les banques, etc.

(35) Le début de ce tournant est formulé dans *Thermidor, Etat ouvrier et Bonapartisme*.

conditions concrètes. Autrement dit, après avoir vu en quoi la forme de la propriété étatique est une forme mystifiée de la réalité économique, il nous faut examiner pourquoi elle en est aussi une forme adéquate. Nous traiterons ce problème à la fin de cet ouvrage, lorsque nous tâcherons de définir les rapports de l'économie russe avec le développement du capitalisme mondial. Il nous suffit pour le moment de dire que cette forme de propriété, aussi bien que la « planification » de classe qu'elle rend possible ne sont que les expressions suprêmes et ultimes du processus fondamental du capitalisme moderne, qui est la concentration des forces productives, processus qu'elles réalisent sous deux aspects : concentration de la propriété formelle, concentration de la gestion effective de la production.

e) On a vu que l'étatisation n'est nullement incompatible avec une domination de classe sur le prolétariat et avec une exploitation, qu'elle en est même la forme la plus achevée. On peut comprendre également — on le verra dans le détail par la suite — que la « planification » russe a également la même fonction : elle exprime sous une forme coordonnée les intérêts de la bureaucratie. Ceci se manifeste aussi bien sur le plan de l'accumulation que sur celui de la consommation, qui sont d'ailleurs en dépendance réciproque absolue. Le développement concret de l'économie russe sous la domination bureaucratique ne diffère en rien, quant à son orientation générale, de celui d'un pays capitaliste : au lieu que ce soit le mécanisme aveugle de la valeur, c'est le mécanisme du plan bureaucratique qui assigne telle partie des forces productives à la production des moyens de production et telle autre à la production des biens de consommation. Ce qui conduit l'action de la bureaucratie dans ce domaine n'est évidemment pas « l'intérêt général » de l'économie — notion qui n'a aucun contenu concret et précis — mais ses propres intérêts; ceci se traduit par le fait que l'industrie lourde est orientée essentiellement en fonction des besoins militaires — et ceci dans les conditions actuelles et surtout pour un pays relativement arriéré, signifie la nécessité de développer l'ensemble de secteurs productifs; que les industries de moyens de consommation sont orientées d'après les besoins de la consommation des bureaucrates; et que dans l'accomplissement de ces objectifs, les travailleurs doivent rendre le maximum et coûter le minimum. On voit donc qu'étatisation et planification en Russie ne font que servir les intérêts de classe de la bureaucratie et l'exploitation du prolétariat, et que les objectifs essentiels et le moyen fondamental (l'exploitation des travailleurs) sont identiques avec

ceux des économies capitalistes. En quoi donc cette économie peut-elle être qualifiée de « progressive » ?

Pour Trotsky, la réponse essentielle consiste à invoquer l'accroissement de la production russe. La production russe a quadruplé et quintuplé dans quelques années, et cette augmentation, dit Trotsky, aurait été impossible si le capitalisme privé était maintenu dans le pays. Mais si le caractère progressif de la bureaucratie découle du fait que celle-ci développe les forces productives, alors se pose le dilemme suivant :

— ou bien, le développement des forces productives impulsé par la bureaucratie est en fin de compte un phénomène de courte durée et d'étendue limitée, donc sans portée historique;

— ou bien, la bureaucratie est capable, en Russie (et dans ce cas aussi partout) d'assurer une nouvelle phase historique de développement des forces productives.

Pour Trotsky le deuxième terme de cette alternative est à rejeter catégoriquement. Non seulement il considère comme certain que la bureaucratie n'a aucun avenir historique, mais il affirme que dans le cas où un échec prolongé de la révolution permettrait à la bureaucratie de s'installer durablement au pouvoir à l'échelle mondiale, ce « serait là un régime de déclin, signifiant une éclipse de la civilisation » (36).

Quant à nous, nous partageons complètement le contenu essentiel de cette conception. Il reste donc le premier terme de l'alternative : le développement des forces productives en Russie sous l'impulsion de la bureaucratie est un phénomène de courte durée, d'étendue limitée et en définitive sans portée historique. C'est d'ailleurs la position claire de Trotsky, qui ne se borne pas à cela, mais indique d'une manière sommaire, il est vrai, quelques-uns des facteurs qui font déjà de la bureaucratie « le pire frein au développement des forces productives » (37).

Mais dans ce cas il est évident que toute tentative de qualifier comme « progressive » l'économie russe perd automatiquement sa base. Que la bureaucratie ait augmenté entre 1928 et 1940 la production russe de quatre ou cinq fois, cependant que l'impérialisme japonais ne faisait que la doubler pendant la même période, ou que les U.S.A. la doublaient entre 1939 et 1944; qu'elle ait accompli en vingt ans ce que la bourgeoisie d'autres pays a accompli dans quarante ou soixante, devient à partir de ce moment un phénomène extrêmement important, certes, méritant une analyse et une explication particulières, mais en fin de compte ne différant pas qualitativement du dévelop-

(36) *In défense of Marxism*, p. 9.

(37) *Ib.*, p. 6. (V. *La Révolution traite*, *passim*.)

pement des forces productives qu'a assuré l'exploitation capitaliste pendant des siècles et qu'elle continue à assurer même pendant sa phase décadente.

### C. — LES RAPPORTS DE PRODUCTION.

Le résultat de vingt années de discussion sur la « question russe » a été de jeter un voile épais de mystère autour de la notion de rapports de production en général. Ceux qui ont essayé de combattre la conception qui donnait la Russie comme un « Etat Ouvrier » et son économie comme une économie plus ou moins socialiste, l'ont en général fait en partant de manifestations superstructurelles : caractère contre-révolutionnaire de la politique stalinienne, totalitarisme policier du régime. Sur le plan économique on n'a mis en avant, d'habitude, que les monstrueuses inégalités des revenus. Tous ces points qui, convenablement développés, pouvaient conduire à une révision radicale de la conception courante sur le régime russe, étaient considérés indépendamment du reste, en eux-mêmes, ou érigés en critères autonomes et désinfectifs. C'est ce qui a permis à Trotsky de triompher dans ces interminables discussions, en concédant tout ce qu'on voudrait, mais pour poser en définitive la question : et les rapports de production ? Sont-ils redevenus capitalistes ? Quand ? Y a-t-il des capitalistes privés en Russie ? L'incapacité de ses adversaires à poursuivre la discussion sur ce terrain, par l'analyse du caractère de classe des rapports de production, en Russie, permettait chaque fois à Trotsky de rester maître du terrain.

On pouvait cependant facilement déloger Trotsky de cette position, en apparence dominante, en lui posant la question : Eh bien, les rapports de production, que sont-ils, en général, et quels sont-ils en Russie ? Parce qu'il est évident pour ceux qui connaissent l'œuvre de Trotsky qu'il s'est toujours contenté de brandir l'arme magique des « rapports de production », mais qu'il n'est jamais allé plus loin. Marx n'a pas parlé des rapports de production capitaliste : il les a analysés au long des trois mille pages du *Capital*. On chercherait, en vain, chez Trotsky, ne serait-ce que le début d'une pareille analyse. Son œuvre la plus étendue sous ce rapport, *La Révolution Trahie*, ne contient, en guise d'analyse économique, qu'une description du volume matériel de la production russe, de l'inégalité des revenus et de la lutte pour le rendement en Russie. Le reste, c'est de la littérature sociologique et politique, de la bonne littérature très souvent, mais viciée par le manque de fondements économiques,

par le manque, précisément, d'une analyse des rapports de production en Russie.

Tout ce qu'on peut savoir par Trotsky, sur les rapports de production en général, est ceci : 1° Les rapports de production ne sont pas les rapports de répartition du produit social ; 2° Les rapports de production ont quelque chose à voir avec les formes de la propriété. La première proposition est complètement fautive, car les rapports de production sont aussi des rapports de répartition, plus exactement la répartition du produit social est un moment du processus de la production. La deuxième n'est que partiellement vraie, car toute la question est précisément : quel est le lien entre les rapports de production et les formes de propriété ? Quel est le rapport entre la production et la propriété, entre l'économie et le droit ? Nous nous sommes plus haut expliqués sur ces questions préliminaires. Il nous faut maintenant examiner positivement ce que sont les rapports de production.

Dans les rapports de production il faut distinguer logiquement plusieurs aspects.

Tout rapport de production est, en premier lieu et immédiatement, organisation des forces productives en vue du résultat productif. Les forces productives sont, d'une part, le travail lui-même, d'autre part, les conditions du travail, qui se réduisent en dernière analyse en du travail passé. L'organisation des forces productives détermine le but productif en même temps qu'elle est déterminée par lui. Que cette organisation des forces productives se fasse pour ainsi dire spontanément et même aveuglément, comme c'est le cas dans les sociétés primitives, ou qu'elle nécessite des organes économiques et sociaux séparés comme c'est le cas dans les sociétés évoluées, elle reste le premier moment de la vie économique, le fondement sans lequel il n'y a pas de production.

Mais également tout rapport de production contient, aussi bien comme présupposition que comme conséquence, une répartition du résultat de l'activité productive, du produit. Cette répartition est déterminée nécessairement par la production aussi bien passée et présente que future : tout d'abord, il n'y a de répartition que du produit de la production, et sous la forme que la production a donnée à ce produit ; ensuite, toute répartition tient nécessairement compte de la production future, dont elle est la condition. D'autre part, la conservation, la diminution ou l'extension de la richesse existante de la communauté découlent des modalités concrètes de répartition des produits, du fait que cette répartition tient ou ne tient pas compte du besoin de rem-

placer les réserves sociales et les instruments usés ou de les multiplier. Par là même, on peut dire non seulement que toute production ultérieure est déterminée par la répartition précédente, mais que la répartition à venir est le facteur déterminant l'organisation de la production courante.

Enfin, production en tant qu'organisation aussi bien que production en tant que répartition reposent l'une et l'autre sur l'appropriation des conditions de la production, c'est-à-dire sur l'appropriation de la nature, de la nature extérieure autant que du propre corps de l'homme. Cette appropriation apparaît d'une manière dynamique dans le pouvoir de disposer de ces conditions de la production, que cette disposition ait comme sujet la communauté indistinctement dans son ensemble ou qu'elle soit l'objet d'un monopole exercé par un groupe, une catégorie, une classe sociale.

Par conséquent, *organisation (gestion)* de la production elle-même, *répartition* du produit, toutes les deux fondées sur la *disposition* des conditions de la production, voilà le contenu général des rapports de production. Les rapports de production d'une époque donnée se manifestent dans l'*organisation (gestion)* de la coopération des individus en vue du résultat productif et dans la *répartition* de ce produit, à partir d'un mode donné de *disposition* des conditions de la production (38).

Mais dans les rapports de production ce qui est important n'est pas la notion générale, qui découle de la simple analyse du concept de la vie sociale, et qui, dans ce sens, est une tautologie, mais l'évolution concrète des modes de production dans l'histoire de l'humanité.

Ainsi dans les sociétés primitives, où la division en classes fait le plus souvent défaut, où les méthodes et l'objectif de la production aussi bien que les règles de répartition ne sont soumis qu'à une évolution extrêmement lente, où les hommes subissent beaucoup plus les lois des choses qu'ils ne les transforment, l'organisation de la production et la répartition semblent résulter aveuglément de la tradition et reflètent passivement l'héritage du passé social, l'influence décisive du milieu naturel, les particularités des moyens de production déjà acquis. L'organisation de la production est encore, dans la réalité, indistincte de l'acte productif matériel lui-même; la coopération se règle beaucoup plus par la spontanéité immédiate et les habitudes que par des lois économiques objectives ou par l'action consciente des membres de la société. La disposition des conditions de la production,

(38) V. K. MARX, *Le Capital*, t. XIV, pp. 117, 126, 218.

l'appropriation par l'homme de son propre corps et de la nature immédiatement environnante semblent aller de soi; on n'en prend conscience qu'à l'occasion des conflits extérieurs opposant la tribu à d'autres tribus.

Le premier moment du processus économique, qui semble surgir comme une entité autonome et dont la société primitive prend une conscience distincte, est le moment de la *répartition* du produit, qui fait, en général, l'objet d'une réglementation coutumière spécifique.

Avec la division de la société en classes, un renversement fondamental se produit. Dans la société esclavagiste, la disposition des conditions de la production, de la terre, des instruments et des hommes devient le monopole d'une classe sociale, de la classe dominante des propriétaires d'esclaves. Cette disposition devient l'objet d'une réglementation sociale explicite et reçoit rapidement la garantie de la contrainte sociale organisée dans l'Etat des propriétaires d'esclaves. Simultanément, l'organisation de la production, la gestion des forces productives, devient une fonction sociale exercée par la classe dominante d'une manière naturelle sur la base de sa disposition de ces forces productives. Si la société esclavagiste fait apparaître la disposition des conditions de la production et la gestion de la production comme des moments à part de la vie économique, en faisant de la première un phénomène directement social, en montrant que même la disposition qu'exerce l'homme sur son propre corps en tant que force productive ne va nullement de soi mais est un produit d'une forme donnée de la vie historique, et en érigeant l'organisation et la gestion de la production en fonction sociale d'une classe spécifique, en revanche elle abolit la répartition comme moment spécifique, puisque dans l'économie esclavagiste la répartition en tant que répartition du produit entre la classe dominante et la classe dominée, est enfouie dans la production elle-même. La répartition du produit est cachée complètement dans le rapport productif immédiat et possessif du maître et de l'esclave: réserver une partie de la récolte pour les semences et une autre pour les esclaves n'est pas une répartition de la production, mais relève immédiatement de l'organisation de la production elle-même. La conservation de l'esclave pour le maître n'a pas un sens économique différent de la conservation du bétail. Quant à la répartition du produit entre les membres de la classe dominante eux-mêmes, elle résulte, pour la plus grande part, de la répartition initiale des conditions de la production, lentement transformée par le mécanisme des échanges et l'apparition embryonnaire d'une loi de la valeur.

Dans la société féodale, qui marque, en Europe occidentale tout au moins, une régression historique par rapport à la société esclavagiste gréco-romaine, le caractère autonome de la disposition des conditions de la production est maintenu. Mais ici la fonction de l'organisation de la production marque un recul. Le seigneur n'exerce une activité gestionnaire que dans un sens extrêmement vague et général : une fois la division du travail dans le domaine et entre les serfs fixée, il se borne à imposer son respect. De même la répartition du produit entre les seigneurs et les serfs se fait, pourrait-on dire, une fois pour toutes : le serf devra telle partie du produit, ou tant de journées de travail au seigneur. Ce caractère statique aussi bien de l'organisation de la production que de la répartition n'est que la conséquence de l'aspect stationnaire des forces productives elles-mêmes dans la période féodale.

Dans la société capitaliste, les différents moments du processus économique s'épanouissent complètement et arrivent à une existence matérielle indépendante. Ici disposition des conditions de la production, gestion et répartition, accompagnées de l'échange et de la consommation surgissent comme des entités qui peuvent être autonomes, deviennent chacune objet spécifique, matière propre à réflexion, force sociale. Mais ce qui fait des capitalistes, la classe dominante de la société moderne, c'est que, disposant des conditions de la production, ils organisent et gèrent la production et apparaissent comme les agents personnels et conscients de la répartition du produit social.

On peut donc dire, en général, que :

1° Les rapports de production, en général, sont définis :

a) Par le mode de *gestion* de la production (organisation et coopération des conditions matérielles et personnelles de la production, définition des buts et des méthodes de la production) ;

b) Par le mode de *répartition* du produit social (intimement liée avec la gestion sous de multiples aspects ; particulièrement de la répartition résulte la monopolisation des *capacités* de direction et l'orientation de l'accumulation, qui est en dépendance réciproque avec la répartition) et qu'ils reposent sur la *répartition initiale des conditions de la production*, celle-ci se manifestant par la *disposition exclusive* des moyens de production et des objets de consommation. Cette disposition se manifeste souvent dans les formes juridiques de la propriété, mais il serait absurde de dire qu'elle coïncide à tout moment avec celles-ci ou qu'elle y est exprimée d'une manière adéquate et univoque (voir

plus haut). Il ne faut jamais perdre de vue que cette répartition « initiale » des conditions de la production est constamment reproduite, étendue et développée par les rapports de production jusqu'au moment où une révolution s'opère dans ces derniers.

2° Que le *contenu de classe* des rapports de production fondé sur la répartition initiale des conditions de la production (monopolisation des moyens de production par une classe sociale, reproduction constante de cette monopolisation) se manifeste :

a) Dans la gestion de la production par la classe dominante ;

b) Dans la répartition du produit social en faveur de la classe dominante. L'existence de la plus-value ou l'existence de sur-produit ne définit ni le caractère de la classe dominante dans l'économie, ni même le fait que l'économie est basée sur l'exploitation. Mais l'appropriation de cette plus-value par une classe sociale, en vertu de son monopole sur les conditions matérielles de la production, suffit pour définir une économie comme une économie de classe basée sur l'exploitation ; la destination de cette plus-value, sa répartition entre l'accumulation et la consommation improductive de la classe dominante, l'orientation de cette accumulation elle-même et le mode concret d'appropriation de la plus-value et de sa répartition entre les membres de la classe dominante déterminent le caractère spécifique de l'économie de classe et différencient historiquement les classes dominantes entre elles.

3° Que du point de vue de la classe exploitée, le caractère de classe de l'économie se manifeste :

a) Dans la production au sens étroit, par sa réduction au rôle strict d'exécutant et plus généralement par son aliénation humaine, par sa subordination totale aux besoins de la classe dominante ;

b) Dans la répartition, par l'appropriation de la différence entre le coût de sa force de travail et le produit de son travail par la classe dominante.

## II. — PROLETARIAT ET PRODUCTION

Avant d'aborder le problème des rapports de production, en Russie, il nous faudra commencer par une analyse sommaire des rapports de production dans l'économie capitaliste et dans l'économie socialiste.

Nous commençons par l'analyse de la production dans l'éco-

nomie capitaliste tout d'abord pour faciliter la compréhension. En effet, dans cette analyse, partir du capitalisme signifie, d'une part, partir du connu, d'autre part, pouvoir profiter directement de l'analyse de l'économie capitaliste offerte par Marx analyse qui a approché le plus possible l'idéal de l'analyse dialectique d'un phénomène historique. Mais à ces raisons de méthode s'ajoute une raison de fond, qui est de beaucoup la plus importante : comme on le verra, le capitalisme bureaucratique ne signifie que le développement extrême des lois les plus profondes du capitalisme aboutissant à la négation interne de ces mêmes lois. Il est donc impossible de saisir l'essence du capitalisme bureaucratique russe, sans lier l'examen de celui-ci à celui des lois qui régissent le capitalisme traditionnel.

Il nous faudra, également, avant d'aborder notre sujet, esquisser brièvement la structure des rapports de production dans une société capitaliste. Ceci n'est pas seulement nécessaire pour dissiper les effets de la mystification stalinienne sur ce sujet, et pour rappeler que par socialisme l'on a toujours entendu dans le mouvement ouvrier quelque chose qui n'a aucun rapport ni avec la réalité russe, ni avec l'idée du socialisme telle qu'elle est propagée, par les staliniens. Il est surtout indispensable par ce que l'identité apparente de certaines formes économiques — l'absence de propriété privée, le plan, etc... — dans le socialisme et le capitalisme bureaucratique, rend la comparaison des deux régimes extrêmement instructive.

#### A. — LA PRODUCTION CAPITALISTE.

Nous avons vu que les rapports de production s'expriment dans la *gestion* de la production et la *répartition* du produit et que leur contenu de classe découle du fait que la *disposition* des conditions matérielles de la production est monopolisée par une catégorie sociale. Il nous faut maintenant concrétiser cette idée dans le cas de la production capitaliste.

1. Le rapport de production fondamental, dans la société capitaliste, est le rapport entre patron et ouvrier. En quoi ce rapport est-il un rapport de classe ? En ceci, que la position économique et sociale des deux catégories de personnes qui y participent est absolument différente. Cette différence est fonction de leur relation différente avec les moyens de production. Le capitaliste possède (directement ou indirectement) les moyens de production, l'ouvrier ne possède que sa force de travail. Sans le concours des moyens de production et de la force de travail (cad. du travail mort et du travail vivant) il n'y a pas de pro-

duction possible, et ni le capitaliste ne peut se passer de l'ouvrier, ni l'ouvrier du capitaliste aussi longtemps que ce dernier dispose des moyens de production. Le concours, la coopération du travail mort et du travail vivant (39) prend la forme économique, du point de vue de l'échange entre « unités économiques indépendantes » (40) de la vente de la force de travail par l'ouvrier au capitaliste. Pour l'ouvrier il est indifférent que l'acheteur de sa force de travail soit un patron individuel, une société anonyme ou l'Etat. Ce qui l'intéresse c'est la position dominante que cet acheteur a face à lui, par le fait qu'il dispose du capital social ou d'une parcelle de celui-ci, c'est-à-dire non seulement des moyens de production dans le sens étroit, mais même du fonds de consommation de la société et aussi, en définitive, du pouvoir coercitif, c'est-à-dire de l'Etat. C'est la possession du capital social et du pouvoir étatique qui fait des capitalistes la classe dominante de la société bourgeoise.

Voyons par quoi se traduit cette domination du capital sur le travail dans l'organisation de la production et dans la répartition du produit.

2. Nous savons que tout rapport de production est, en premier lieu et immédiatement, organisation des forces productives en vue du résultat productif. Dans la société moderne, le rapport de production se présente donc comme organisation de la coopération des forces productives, du capital et du travail (du travail mort ou passé et du travail vivant ou actuel), des conditions du travail et du travail lui-même, ou, comme dit Marx, des conditions matérielles et des conditions personnelles de la production. Le travail vivant est immédiatement représenté sous une forme humaine dans le prolétaire. Le travail mort n'est représenté sous une forme humaine, dans la classe des capitalistes, qu'en vertu de son appropriation par cette classe (41). Ce qui, sur le plan technique, apparaît comme coopération du travail actuel et de la matière valorisée par un travail passé, prend sur le plan économique la forme du rapport entre la force de travail et le capital, et sur le plan social la forme du rapport entre prolétariat et classe capitaliste. L'organisation des forces productives en vue du résultat productif, aussi bien sous l'aspect

(39) Il faut ici prendre l'expression « travail mort » dans toute son ampleur, concernant non seulement les machines et matières premières, mais aussi en y incluant les moyens de consommation qui doivent, pendant la période de production, être mis à la disposition des ouvriers, c'est-à-dire finalement toutes les conditions de la production autres que le travail actuel, le Capital sans phrase.

(40) Ouvrier et capitaliste sont du point de vue formel de telles « unités indépendantes ».

(41) K. MARX, *Le Capital*, t. XIV, p. 113.

de l'ordre imposé au travail vivant et au travail mort dans leurs rapports constants que sous l'aspect de la coordination de l'effort d'une multitude de prolétaires engagés dans la production (rapports entre les producteurs eux-mêmes et rapports entre les producteurs et les instruments de production), cette organisation, pour autant qu'elle ne relève pas aveuglement des conditions physiques ou techniques de la production, est assurée non pas par les producteurs eux-mêmes, mais par les individus qui personnifient socialement le capital, par les capitalistes (42). Dans cette organisation il est, du point de vue que nous adoptons ici, indifférent qu'une série de tâches soient accomplies, aux échelons inférieurs, par un personnel spécifique, n'appartenant pas (formellement ou réellement) à la classe capitaliste; il nous est de même pour le moment indifférent que ces tâches soient de plus en plus déléguées à ce personnel spécifique, et que ce soit là une tendance profonde de la production capitaliste. Il nous suffit de constater qu'à l'échelon final, ce sont les capitalistes ou leurs délégués directs qui prennent les décisions fondamentales, orientent cette organisation des forces productives, et lui fixent aussi bien son but concret (nature et quantité du produit) que les moyens généraux pour l'atteindre (rapport du capital constant et variable, rythme de l'accumulation). Il est évident que ces décisions finales ne sont pas prises « librement » (et ceci dans plusieurs sens : les lois objectives de la technique, de l'économie et de la vie sociale s'imposent à la volonté du capitaliste, dont le choix se meut entre des limites étroites et même dans celles-ci, est en définitive déterminé par le mobile du profit). Mais pour autant que l'action humaine en général joue un rôle dans l'histoire, ces décisions finales sont le plan sur lequel se manifeste l'action économique de la classe capitaliste, dont on peut définir le rôle comme étant d'exprimer d'une manière relativement consciente la tendance du capital à s'aggrandir sans limites.

Le fait que ces rapports de production sont des rapports de classe s'exprime donc concrètement et immédiatement par le fait qu'un groupe — ou une classe sociale — monopolise l'organisation et la gestion de l'activité productive, les autres étant des simples exécutants, à des échelons divers, de ses décisions. Ceci signifie que la gestion de la production sera faite par les capitalistes ou leurs représentants d'après leurs intérêts. Du point de vue du rapport productif proprement dit, c'est-à-dire du rapport entre travail vivant et travail mort en vue du résultat productif, ce rapport est réglé par les lois immanentes de la pro-

(42) K. MARX, *Le Capital*, t. XIV, p. 126.

duction capitaliste, que le capitaliste individuel et ses « directeurs » ne font qu'exprimer sur le plan conscient. Ces lois immanentes expriment la domination absolue du travail mort sur le travail vivant, du capital sur l'ouvrier. Elles se manifestent en tant que tendance de traiter le travail vivant lui-même comme du travail mort, de faire de l'ouvrier un appendice uniquement matériel de l'outillage, d'ériger le point de vue du travail mort en unique point de vue dominant la production. A l'échelle individuelle, ceci se manifeste par la subordination complète de l'ouvrier à la machine aussi bien du point de vue des mouvements que du point de vue du rythme de travail. De même la coopération de plusieurs ouvriers se fait à partir des « besoins » du complexe mécanique qu'ils servent. Enfin, à l'échelle sociale, la principale manifestation de cette subordination est la réglementation du recrutement, de l'embauche (et du chômage) des ouvriers d'après les besoins de l'univers mécanique.

3. Mais les rapports de production présentent un deuxième aspect, tout aussi important : ils sont d'une manière médiatisée des rapports d'échange et partant de distribution.

En effet, de la séparation des producteurs et des instruments de production — fait fondamental de l'ère capitaliste — il résulte que pour les producteurs la participation à la production — et partant à la distribution du résultat de cette production — n'est possible que sur la base de la vente de la seule force productive qu'ils possèdent, de la force de travail (celle-ci étant, rien que par les conséquences du développement technique, complètement subordonnée au travail mort), donc de l'échange entre leur force de travail et une partie du résultat de la production. Le monopole exercé par les acheteurs de la force de travail aussi bien sur les moyens de la production que sur le fonds de consommation de la société fait que les conditions de cet échange tendent à être dictées par les capitalistes, aussi bien en ce qui concerne le prix de la marchandise force de travail (salaires) que les déterminations de cette marchandise (durée et intensité de la journée de travail, etc...) (43).

La domination capitaliste s'exerce donc également dans le domaine de la répartition. Il nous faut cependant voir que signifie exactement cette domination, et comment les lois économiques de la société capitaliste s'expriment à travers les rapports des deux classes fondamentales de cette société.

Les lois économiques du capitalisme imposent la vente de la force de travail « à sa valeur ». La force de travail étant, en

(43) K. MARX, *Le Capital*, t. XIV, p. 117.



effet, dans la société capitaliste une marchandise, elle doit être vendue à son coût. Mais quel est le coût de la force de travail ? C'est visiblement la valeur des produits que l'ouvrier consomme pour vivre et se reproduire. Mais la valeur de ces produits est tout aussi évidemment la résultante de deux facteurs : de la valeur de chaque produit pris à part, et de la quantité totale de produits que consomme l'ouvrier. La valeur de la force de travail dépensée pendant une journée peut être de 100 francs, si l'ouvrier se nourrit uniquement avec 1 kilo de pain, et le kilo de pain coûte 100 francs; elle peut être également de 100 francs, si l'ouvrier se nourrit avec deux kilos de pain, mais chaque kilo coûte 50 francs; elle peut être de 200 francs, si l'ouvrier consomme deux kilos de pain, le kilo coûtant 100 francs. L'analyse économique du capitalisme nous permet, sous la forme de la loi de la valeur, de connaître la valeur de chaque unité de produit entrant dans la consommation ouvrière et l'évolution de cette valeur. Mais la loi de la valeur en elle-même, sous sa forme immédiate, ne nous dit rien, et ne peut rien nous dire, sur les facteurs qui déterminent la quantité plus ou moins grande de produits que consomme la classe ouvrière, ce qu'on appelle d'habitude le « standard de vie » de la classe ouvrière. Il est pourtant clair que sans une définition exacte de ces facteurs, l'application de la loi de la valeur à la vente de la force de travail devient complètement problématique.

La question ne pouvait pas échapper à Marx; il lui a donné trois réponses, qui, pour être différentes, ne sont nullement contradictoires. Le niveau de vie de la classe ouvrière, dit-il, dans le premier volume du *Capital*, est déterminée par des facteurs historiques, moraux et sociaux (44). Il est déterminé, dit-il dans *Salaires, prix et profits*, par le rapport des forces entre le prolétariat et la bourgeoisie (45); il est, dit-il enfin dans le troisième volume du *Capital*, déterminé par les besoins internes de l'accumulation capitaliste et par la tendance inexorable de l'économie capitaliste vers la réduction de la partie payée de la journée du travail au strict minimum, sous la pression de la baisse du taux de profit et de la crise croissante du système capitaliste.

Entre ces trois facteurs il existe, d'une part, une liaison logique, d'autre part, un ordre historique. Tous les trois sont des facteurs qui agissent constamment et à la fois pendant toute la période capitaliste et qui ne sont nullement extérieurs les uns aux autres. Ainsi l'on peut ramener les « facteurs historiques, moraux, ect... » aux résultats combinés de la lutte des classes

(44) *Le Capital*, t. I, p. 196.

(45) V. aussi *Misère de la Philosophie*, p. 208 et suiv.

dans le passé et de l'action de la tendance intrinsèque du capitalisme vers une exploitation toujours plus grande du prolétariat. L'acuité de la lutte des classes elle-même est déterminée, entre autre, par le degré de développement capitaliste de la société et ainsi de suite.

Mais il est vrai aussi que l'importance relative de ces facteurs varie avec le développement historique; l'on peut dire en gros que le premier facteur représente en quelque sorte l'héritage du passé, qui tend, dans un schéma idéal du développement capitaliste, à être égalisé partout sous les effets combinés de l'expansion de la lutte de classes et de la concentration universelle du capital. La lutte de classes elle-même n'agit pas de la même manière au début et à la fin de la période capitaliste; dans la « période ascendante » du capitalisme, c'est-à-dire aussi longtemps que les effets de la baisse du taux de profit ne se font pas encore sentir d'une manière pressante et que le capitalisme n'est pas encore entré dans la phase de sa crise organique, le rapport de forces entre le prolétariat et la bourgeoisie peut influencer d'une manière considérable la répartition du produit social; c'est la période pendant laquelle le succès des luttes « minimum » peut avoir une importance relativement considérable et durable. Par contre, dans la période de l'agonie du capitalisme non seulement toute « concession » nouvelle au prolétariat devient impossible pour la classe dominante, mais celle-ci est obligée par la crise organique de son économie à reprendre à la classe ouvrière tout ce qu'elle s'est laissé arracher pendant la période précédente. Les « réformes » de toutes sortes deviennent objectivement impossibles, la société se trouve directement devant le dilemme révolution ou contre-révolution, dont la traduction économique, du point de vue qui nous intéresse ici, est : domination de la production par les producteurs ou détermination absolue de leur niveau de vie selon le besoin d'un maximum de profit pour le capital. C'est le fascisme et le stalinisme qui se chargent (dans des cadres différents, comme on le verra par la suite) de réaliser cette besogne dans la période d'agonie de la société d'exploitation. La lutte de classes, dans cette période, agit beaucoup moins sur la répartition du produit social entre ouvriers et patrons; sa signification fondamentale se trouve dorénavant dans la possibilité de renversement du système d'exploitation de fond en comble. Son issue minimum se trouve par la force des choses coïncider avec son issue maximum, la lutte pour les conditions élémentaires de vie devient directement lutte pour la révolution et le pouvoir. Mais aussi longtemps que cette révolution n'intervient pas, c'est la soif croissante du capital